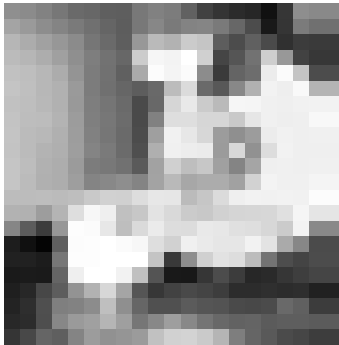


IRAK

Des sanctions inefficaces et meurtrières

Une délégation de Caritas Internationalis vient de visiter l'Irak et lance un vibrant appel en faveur d'un arrêt des sanctions contre ce pays. Le but recherché n'a pu être atteint, mais des milliers d'innocents en paient les frais tous les jours.



Dans les hôpitaux les installations sont devenues inutilisables, faute de pièces de rechange. (photo: Caritas)

(ergué/Caritas) - Les sanctions étendues imposées à l'Irak par le Conseil de sécurité des Nations Unies doivent être immédiatement suspendues et de nouvelles relations s'amorcer et se développer entre la communauté internationale et ce pays. Ces nouvelles relations devront clôturer le sinistre chapitre des souffrances irakiennes. C'est la conclusion sans équivoque à laquelle parvint une délégation de Caritas Internationalis en Irak en janvier 2001. Le Luxembourg était représenté au sein de cette délégation par Erny Gillen, directeur de la Fédération Caritas.

Personne ne connaît le nombre exact de décès résultant des sanctions, mais il est estimé à plusieurs milliers d'enfants par mois. Les sanctions, même après une levée éventuelle, auront des répercussions qui dureront pendant de nombreuses années. L'Irak qui fut prospère - il a la deuxième plus grande réserve de pétrole du monde - est systématiquement sous-développé, déqualifié et conduit à la pénurie, comme le décrit le rapport 1999 de l'UNICEF : "Le taux de mortalité infantile en Irak est aujourd'hui parmi le plus élevé au monde; un faible poids à la naissance touche au moins 23 pour cent des cas. La malnutrition chronique affecte un enfant de moins de cinq ans sur quatre; seuls 41 pour cent de la population ont régulièrement accès à de l'eau propre."

Les dommages infligés à chaque secteur de la société ont provoqué des problèmes complexes qui se renforcent mutuellement. Une mauvaise alimentation et les carences nutritionnelles, en particulier de protéines et de vitamines, rendent la population plus

vulnérable. La pollution de l'eau et les dégâts aux usines de traitement de l'eau potable ont provoqué d'importantes augmentations des maladies causées par l'eau. L'hyperinflation pousse les gens à avoir deux emplois. Le taux de chômage s'élève à 50 pour cent. Les gens ne peuvent pas toujours se permettre d'aller dans les hôpitaux. Les jeunes ne vont pas à l'école pour pouvoir s'occuper de leurs frères et soeurs. Les taux de criminalité ont augmenté de façon significative. La prostitution est apparue parce que les jeunes femmes tentent d'aider leurs familles.

Trois dollars par habitant par mois

Les bombes et missiles qui ont assailli l'Irak lors de la guerre du Golfe avaient une puissance équivalente à 7,5 fois la bombe atomique de Hiroshima. Pour la première fois, l'uranium appauvri a été utilisé avec quelque 900 tonnes de déchets radioactifs déversés sur l'Irak tout entier.

L'objectif initial des sanctions, à savoir faire sortir l'Irak du Koweït et reconnaître l'intégrité nationale et les frontières de ce dernier, a été atteint par la guerre du Golfe. Pourtant, il n'y a pas eu ensuite d'assouplissement des sanctions. Au contraire, l'attention s'est portée sur l'élimination des armes de destruction massive et la prévention du rétablissement de la capacité en armes nucléaires et chimiques de l'Irak. Une décennie d'inspections des armes par la Commission spéciale de l'ONU sur l'Irak s'est soldée à la fin 1998 par un bombardement aérien par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne de 70 heures intitulé

"Opération Renard du Désert". Parallèlement, les déclarations de l'ancienne Administration des Etats-Unis indiquent clairement que l'intention des USA est de renverser Saddam Hussein, un objectif qui est en contradiction avec la Charte des Nations Unies.

Introduite en 1995, la composante "pétrole contre nourriture" du régime des sanctions est devenue opérationnelle à la fin 1996. Les premières arrivées de nourriture et de médicaments datent de mars 1997. On considère à tort qu'il s'agit du plus important programme humanitaire des Nations Unies. Tous ces frais sont couverts par la vente du principal produit d'exportation de l'Irak: le pétrole. 25 pour cent des revenus du pétrole sont attribués au fonds de compensation pour les réparations de guerre externes; 15 pour cent sont retenus pour les programmes de l'ONU dans les trois régions du Nord; trois pour cent sont déduits pour les frais de fonctionnement du programme (y compris le personnel à New York et à Genève). Ainsi 43 pour cent du revenu du pétrole sont déduits à la source. Le nombre de projets placés en atten-

te par le comité des sanctions de l'ONU, d'un volume de 2.9 milliards de dollars, suscite des inquiétudes. La raison souvent invoquée est la double utilisation possible d'un produit: malgré le contrôle du programme par l'ONU sur le terrain, certains produits pourraient être utilisés à des fins militaires ou civiles. Parmi ces produits, il y a le chlore pour le traitement de l'eau ou même des camions de ramassage des ordures.

L'Irak a reçu jusqu'à aujourd'hui presque 10,3 milliards de dollars sous forme d'aide humanitaire et d'équipement pour l'industrie pétrolière. Cette somme couvrirait des produits alimentaires pour plus de six milliards et des fournitures médicales d'une valeur de 1,1 milliard. En additionnant ces deux derniers chiffres, on arrive à une somme d'environ trois dollars par personne par mois.

Dans ses conclusions la délégation de Caritas fait sienne la déclaration du représentant de la Malaisie auprès du Conseil de sécurité du 24 mars 2000 lorsqu'il dit: "Il était paradoxal que la politique qui était précisément supposée débarrasser l'Irak de ses armes de destruction

massive était elle-même devenue une arme de destruction massive, par la mort d'enfants innocents."

Le 2 août 2000, à l'occasion du 10e anniversaire de l'invasion du Koweït, le Ministre français des Affaires étrangères, Hubert Védrine, a demandé la fin des sanctions contre Bagdad: "Elles sont cruelles parce qu'elles punissent exclusivement le peuple irakien et les plus faibles d'entre eux. Elles sont inefficaces parce qu'elles n'affectent pas le régime (...) et elles sont dangereuses parce qu'elles (...) renforcent la désintégration de la société." Les constats de la délégation confirment cette déclaration pessimiste.

Mais une levée des sanctions nécessiterait une décision du Conseil de Sécurité. Or, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne y opposeraient certainement leur veto. Une lueur d'espoir se dessine cependant à l'horizon: Kofi Annan va visiter l'Irak en fin du mois. Peut-être va-t-il réussir à changer la position des deux "hardliners", le rapport de la Caritas aidant.

Voir aussi le commentaire page 8.

Avis

Ministère des Travaux Publics Administration des Ponts et Chaussées Division centrale de la Voirie Avis d'adjudication

Le **mercredi 14 mars 2001 à 10:00 heures**, il sera procédé au bâtiment des Ponts et Chaussées à Luxembourg, 26, rue N. Adames à l'ouverture de la soumission relative à la **Fourniture, fabrication, transport et mise en oeuvre de la couche de liaison en enrobés 0/16 EF3 et de la couche de roulement en enrobé drainant sur la section courante entre les PK 200 et 5250 du Contournement de Colmar-Berg** ainsi que de la couche de roulement en Splittmastix 0/12 type F sur l'échangeur de Colmar-Berg

Volume des travaux:
Enrobé W16 EF3: 11.000 to
Splittmastix 0/12
type F: 2.000 to
Enrobé drainant: 40.200 to
Durée prévisible des travaux:
36 jours ouvrables
Début prévisible des travaux:
15 mai 2001

Les documents sont à la disposition des intéressés audit bâtiment les jours ouvrables de 8 à 12 heures à partir du **12 février 2001** contre présentation d'une copie de virement de **5.000 LUF resp.**

123.95 EUR versés sur le CCP 1146-79 de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.
Il ne sera procédé à aucun envoi des documents.
Les offres sont à remettre avant les jour et heure respectifs à Monsieur l'ingénieur chef de division, 26, rue Nicolas Adames à Luxembourg ou à la B.P. 20 / L-2010 Luxembourg, conformément aux stipulations du cahier général des charges du 2.1.1989 portant institution d'un cahier des charges applicables aux marchés publics de travaux et de fournitures de l'Etat.
Luxembourg, le 10 février 2001
La Ministre des Travaux Publics
Erna Hennicot-Schoepges

Ministère des Travaux Publics Administration des Bâtiments Publics Division des Services Régionaux Avis d'adjudication

Le **vendredi 23 février 2001 à 10:00 heures** du matin, il sera procédé aux bureaux de l'administration des bâtiments publics, 10, rue du St. Esprit à Luxembourg, à l'ouverture des soumissions concernant les travaux ci-après à exécuter dans l'intérêt du **Lycée technique, place V. Hugo L-4141 Esch-Alzette.**
Travaux de menuiserie métallique en aluminium.

Envergure: 138 châssis de fenêtres en aluminium
Les travaux sont adjugés en bloc à prix unitaires.
Le début des travaux est prévu pour mai 2001
La durée des travaux est de 40 jours ouvrables.
Les amateurs sont tenus d'introduire leur **candidature écrite** au moins 1 jour ouvrable avant de retirer le dossier de soumission à l'Administration des Bâtiments publics "Soumissions" Boîte Postale 112 L-2011 Luxembourg Télécopieur: 46 19 19 - 323

Les plans, cahiers de charges et bordereaux de soumission sont à la disposition des candidats à l'adresse de l'administration au plus tôt le jeudi 8 février 2001
Les offres qui sont établies sur des bordereaux qui n'ont pas été retirés à l'adresse indiquée ci-avant ne sont pas prises en considération.
Les pièces conformes aux prescriptions des articles 28 et 29 du règlement grand-ducal du 2 janvier 1989 et portant l'inscription.: **"Soumission pour les travaux ..."** doivent se trouver aux bureaux de l'administration des Bâtiments publics, 10, rue du St Esprit à Luxembourg, avant l'heure fixée pour l'ouverture.
Luxembourg, le 2 février 2001
La Ministre des Travaux Publics
Erna Hennicot-Schoepges